

## La Bundeswehr entre géopolitique et débats de société

Un dossier dirigé par J.-L. Georget, H. Stark, J. Théron et J. Vaillant\*,  
publié avec le soutien de l'UMR 8138 SIRICE,  
Sorbonne, Identités, Relations Internationales et Civilisations de l'Europe,  
CNRS - Sorbonne Université



Quand les deux grands hebdomadaires de Hambourg, *Der Spiegel* et *Die Zeit* parlent aujourd'hui de la Bundeswehr, c'est pour regretter son manque de moyens<sup>1</sup> ou l'infiltration en son sein d'éléments d'extrême droite<sup>2</sup>. Pourtant lors de sa fondation – contestée par une bonne partie de l'opinion publique – au milieu des années 1950, le gouvernement fédéral a donné à l'armée, conformément à la représentation qu'il avait d'une « démocratie militante », capable donc de se défendre contre les ennemis de la démocratie, des statuts qui devaient la prémunir de l'influence de l'extrême droite. En aucune manière, la Bundeswehr ne devait être une nouvelle Wehrmacht – d'autant plus d'ailleurs que des officiers généraux de la Wehrmacht allaient être appelés à l'encadrer. Quelques années après la

fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'opinion publique n'était guère favorable au réarmement de l'Allemagne. En réaction contre les guerres d'agression menées par le III<sup>e</sup> Reich, la Loi fondamentale de la jeune République fédérale d'Allemagne (RFA) interdisait, dans son article 26, toute guerre d'agression alors même que celle-ci ne disposait pas d'une armée. Elle précisait par anticipation le cadre dans lequel toute future armée allemande devrait opérer. Mais en répondant favorablement à la demande des États-Unis, le chancelier Konrad Adenauer voyait l'occasion de reconquérir pour son pays des pans perdus de sa souveraineté. En réaction au mouvement des « sans moi » (*Ohne mich*), cela avait conduit à l'émergence de deux concepts complémentaires : tout soldat reste à l'armée un « citoyen en uniforme » et à l'obéissance aveugle (le fameux « *Kadavergehorsam* » prussien) se substituent des règles éthiques pour la conduite des hommes et les rapports hiérarchiques connues sous le terme de « *Innere Führung* ». Sans rentrer dans les détails du réarmement de l'Allemagne souhaité par les États-Unis dès 1949 et accéléré par la guerre de Corée à partir de 1950, rappelons que ceux-ci attendaient de la RFA qu'elle apporte sa contribution militaire à la défense du monde occidental contre le danger soviétique, les États-Unis la faisant bénéficier par ailleurs de son parapluie nucléaire. Dans ce contexte,

\* J.-L. Georget est professeur des Universités à l'Université Sorbonne Nouvelle et chercheur au centre Georg Simmel (EHESS). H. Stark est professeur des Universités à l'Université Panthéon-Sorbonne et rattaché au centre de recherche SIRICE, il est conseiller pour les relations franco-allemandes à l'Ifr. J. Théron est doctorant à l'EHESS et à l'Université de Francfort, associé au Centre Marc Bloch (Berlin). J. Vaillant est professeur émérite de l'Université de Lille et chercheur associé à CECILLE.

1. <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/der-bundeswehr-geht-das-geld-aus-geheim-finanzbedarfsanalyse-2022-a-00000000-0002-0001-0000-000175196797>
2. <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2020-12/mad-bundeswehr-reichsbuerger-ermittlungen-rechtsextremismus>

l'armée allemande était conçue comme un contingent motorisé extrêmement mobile pour servir de fer de lance à la frontière entre bloc occidental et bloc oriental. Une fois levées les résistances françaises au réarmement de l'Allemagne, la RFA devint membre de l'OTAN, l'ensemble de ses forces combattantes étant intégrées sous son commandement militaire. En même temps la RFA acceptait dans le cadre de l'Union européenne occidentale (UEO) des restrictions à son armement, restrictions imposées, depuis régulièrement renouvelées librement par l'Allemagne elle-même, en particulier à l'occasion des négociations dites 2+4 (1990) sur le règlement des aspects extérieurs de l'unification<sup>3</sup>. Ces fondamentaux sont analysés dans la première partie de ce dossier, ils sont pérennes et n'ont pas été remis en cause par les évolutions géostratégiques au lendemain de la chute des régimes communistes.

Il y a eu pourtant des évolutions notoires. En 1994, la Cour fédérale constitutionnelle a réinterprété la Loi fondamentale – sans donc en demander l'amendement. Il était généralement admis jusqu'alors que celle-ci n'autorisait la Bundeswehr à intervenir que pour défendre le territoire couvert par l'OTAN. La Cour constitutionnelle jugeait désormais que les opérations en dehors de cette zone (*out of area*) étaient conformes à la constitution dès l'instant que celles-ci s'inscrivaient dans le cadre d'accords de sécurité collective et étaient validées par le parlement fédéral<sup>4</sup>. La Bundeswehr était ainsi clairement définie comme une « armée parlementaire » soumise à ce qu'il est convenu d'appeler la « réserve du Bundestag ». M. Drain en fait une analyse approfondie dans ce dossier. Entre-temps, l'Allemagne étant de plus en plus sollicitée pour prendre sa part de responsabilités

internationales, la Bundeswehr est devenue une « armée en opération ».

Aujourd'hui, la géopolitique transforme de plus en plus les rapports entre États en des rapports de force et de puissance défiant l'ordre issu de l'après-guerre et affaiblissant le multilatéralisme sur lequel s'appuient les grandes organisations internationales. Ce faisant l'Europe doit intégrer l'idée d'un investissement plus massif dans le secteur de la défense. Certes non pas dans une logique expansionniste, mais afin de ne pas décrocher sur le plan technologique en matière de défense. L'Union européenne ne peut pas disposer d'une « autonomie stratégique » sans disposer d'un équipement militaire adéquat. La question de sa défense devient cruciale, et ce d'autant plus qu'avec le Brexit<sup>5</sup>, il sera plus difficile de coopérer avec la Grande-Bretagne en matière de défense (alors qu'elle représente la première armée européenne), même si Londres garde toute sa place au sein de l'OTAN et même si la coopération bilatérale franco-britannique, relancée par les accords de Lancaster House de 2010, devrait pouvoir être gardée intacte. Cette urgence est également dictée par les incertitudes transatlantiques qui restent grandes même si Joe Biden a lancé à Munich, lors de la Conférence sur la sécurité du 19 février 2021, un appel en faveur d'un renouveau de l'Alliance atlantique<sup>6</sup>. Les Européens ne peuvent que s'en réjouir sans toutefois se laisser illusionner, notamment après le fossé creusé par l'épisode de la présidence de Donald Trump. Il faudra attendre 2024 pour savoir si la parenthèse était Trump ou bien Biden. Rien n'est sûr pour le moment. De toute manière l'Union européenne doit accepter la demande américaine (antérieure à Trump) d'un meilleur partage du fardeau – ce qui implique des investissements accrus en matière de défense, surtout du côté

3. <https://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/1f5d29d1-bc79-44af-ae41-6fdb3f41608e/589b565a-2b59-4152-8773-3d687eee25bf/Resourses>

4. <https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/1994/bvg94029.html>

5. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/22/apres-le-brexit-une-defense-europeenne-affaiblie-ou-liberee\\_6067167\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/22/apres-le-brexit-une-defense-europeenne-affaiblie-ou-liberee_6067167_3232.html)

6. <https://www.faz.net/aktuell/politik/von-trump-zu-biden/muenchner-sicherheitskonferenz-biden-sucht-partner-gegen-china-und-russland-17207243.html>

allemand. Le conflit à venir entre la Chine et les États-Unis verra ces derniers se détourner de plus en plus du Vieux Continent et du Moyen Orient. Reste à savoir si le vide laissé par Washington sera comblé par l'Union européenne ou bien par certains de ses voisins dont les visées hégémoniques suscitent des inquiétudes.

Le rôle de la Bundeswehr n'en devient que plus crucial à la fois pour aider la France à maintenir la stabilité au sud de la Méditerranée (notamment dans le Sahel) et pour renforcer le front oriental de l'OTAN vis-à-vis d'une Russie avec laquelle le dialogue est aujourd'hui presque au point mort. Dans ce numéro consacré aux forces armées allemandes, E. Tilmets montre comment les efforts faits pour les moderniser ne peuvent se comprendre que dans le cadre que constituent à la fois l'Union Européenne et l'OTAN qui restent complémentaires quand bien même l'Union européenne chercherait à affirmer davantage son autonomie.

Le refus de faire de la Bundeswehr, au moment de sa création, une armée de métier faisait ressortir la nécessité de son ancrage dans la société allemande et conduisit à la mise en place de la conscription générale : le 1<sup>er</sup> avril 1957, les 10 000 premiers conscrits rejoignirent leurs casernes. L'introduction du service militaire obligatoire répondait également à des raisons pratiques. Pour atteindre l'objectif d'un demi-million de soldats d'active (plus 700 000 réservistes), le volontariat ne pouvait suffire. On notera qu'en 2011 quand l'Allemagne a renoncé au service militaire obligatoire, elle s'est contentée de le « suspendre », elle n'exclut donc pas de le rétablir en cas de besoin.

L'idée que pour être une armée au service de la démocratie, la Bundeswehr devait être ancrée dans la société perdue aujourd'hui et est au cœur de la deuxième partie du présent dossier : si de nombreuses critiques ont été adressées à la Bundeswehr, en particulier celle d'intervenir, lors des opérations extérieures auxquelles elle participe, une fois la paix rétablie et si elle ne répond pas toujours aux attentes des alliés de

l'Allemagne comme par exemple lors de la première guerre du Golfe en 1991 ou en Lybie en 2011, l'Allemagne a pourtant assumé de nombreux engagements internationaux tout en s'affirmant comme « puissance civile », comme le montre Hans Stark. Meike Wanner montre, quant à elle, combien le principe moral intrinsèque à la *Innere Führung*, connaît pourtant des variations quant à sa notoriété et son lien avec la société allemande en fonction des classes d'âge, son acceptation étant moindre chez les plus jeunes et moins expérimentés, plus par méconnaissance que par refus. Gerhard Kümmel précise, pour sa part, comment l'intégration des femmes dans la Bundeswehr à partir de 1975, puis l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 11 janvier 2000<sup>7</sup> qui ouvrit aux femmes le plein accès aux forces armées allemandes, suivaient des évolutions sociétales plus générales qui accéléraient l'intégration et la promotion des femmes en général dans des domaines réservés jusqu'alors aux hommes. Cette façon de s'adapter aux évolutions de la société conduit l'armée allemande à intégrer tous les langages qui peuvent la rendre accessible à un large public et accroître son attractivité : Franz Beitzinger et Natascha Zowislo-Grünwald montrent l'importance prise par les outils numériques et les réseaux sociaux dans le recrutement du personnel de l'armée fédérale.

Le primat du politique et la nécessité d'ancrer l'armée dans la société civile se manifestent également par l'inscription historique dans l'espace démocratique des instruments de la défense allemande. Michel Drain rappelle le rôle central joué par le Bundestag dans la procédure de validation des opérations extérieures auxquelles participe la Bundeswehr à la demande du gouvernement fédéral et le contrôle exercé par le commissaire parlementaire aux Armées (*Wehrbeauftragter*).

7. Arrêt Tanja Kreil : <https://www.doc-du-juriste.com/droit-public-et-international/droit-europeen/commentaire-d-arret/arret-cour-justice-communautaires-europeennes-11-janvier-2000-tanja-kreil-447567.html>

Pourtant Laurent Borzillo relève les différences qu'il y a entre la France et l'Allemagne dans la rédaction des livres blancs de la défense, elles ne sont pas là où on pourrait les attendre ! Des parlementaires issus des rangs de l'opposition et des universitaires ont été intégrés dans leur mise au point en France alors qu'en Allemagne les parlementaires n'ont été impliqués qu'à condition d'être spécialisés dans les questions de défense.

La question de l'image de la chose militaire et de son rôle en matière d'action politique se pose ici, puisqu'il est dans un cas considéré comme une possibilité de recours à large échelle et dans l'autre cas comme un pis-aller ultime lorsque toutes les autres options ont été épuisées. La contribution de Franz-Josef Meiers sur le budget de la défense, débat récurrent en corrélation avec celui sur la position que devrait prendre l'Allemagne dans le concert mondial des nations en tant que première puissance commerciale européenne, montre pourtant que ce sont moins les objectifs chiffrés d'un budget qui s'élèverait à 2 % du PIB qui pose problème que la rapidité à laquelle la République fédérale est capable en y injectant les moyens requis de répondre aux objectifs de capacité opérationnelle de ses troupes pour prendre pleinement part aux buts fixés par l'OTAN et l'Union européenne. La difficulté de nouer un dialogue sur le nucléaire, qui revêt le double aspect d'une pomme de discorde entre des grands partis de pouvoir comme les chrétiens-démocrates et les Verts et d'un Charybde pour l'opinion publique d'un parapluie nucléaire chapeauté par l'OTAN au Scylla d'une force de dissuasion européenne auto-assumée, relève de ce choix cornélien de l'ébauche d'une défense européenne qui pourrait à terme être plus autonome, comme l'indique D. Puhl. Si l'effort de transparence parlementaire est louable au plan démocratique, on voit comment il peut s'avérer être un obstacle contraignant du fait de la pesanteur de ses procédures quand la réactivité devrait être de mise. Cela est d'autant plus vrai que l'une des mutations les plus fondamentales de la

Bundeswehr est sa réinscription progressive dans une géographie mondiale des opérations extérieures. La progression a été lente, eu égard au passif en termes d'histoire qu'avait l'Allemagne dans ce domaine : qui se souvient de la première mission humanitaire de la Bundeswehr au Maroc suite du tremblement de terre du 29 février 1960 à Agadir où la Bundeswehr avait mobilisé 31 avions de transport pour venir en aide aux sinistrés ? Si en 1991, l'Allemagne contribua au conflit de la guerre du Golfe qui devait délivrer le Koweït des troupes de Saddam Hussein par son implication financière (« diplomatie du chéquier ») et des tâches annexes de sécurisation d'un aéroport en Turquie ou de déminage du golfe après la guerre, on retient surtout comme première étape du retour de la République fédérale sur les scènes de conflits internationaux l'année 1999 où le gouvernement de Gerhard Schröder, composé du SPD et des Verts alors emmenés par Joschka Fischer, qui n'avaient cessé de dénoncer toute logique guerrière quand ils étaient dans l'opposition, décida de déployer des éléments de la Luftwaffe dans le cadre de l'opération de l'OTAN contre la Serbie. Cela n'était pas allé sans discussions houleuses, Joschka Fischer, alors ministre des Affaires étrangères, taxé de bellicisme et houspillé dans ses propres rangs, ayant choisi de comparer les Albanais du Kosovo et les Juifs pendant la période nazie. Mais le tournant réel fut sans doute celui du 11 septembre 2001 quand le gouvernement Schröder, soucieux d'afficher une solidarité sans faille à l'égard des États-Unis, déploya, avec l'accord du Bundestag, la Bundeswehr en Afghanistan, à vrai dire avec pour principale mission celle d'aider les Afghans à mettre en place une police et une armée après la fin du régime taliban et à reconstruire une infrastructure civile avec des écoles, des hôpitaux et des routes. N. Leonhard analyse dans ce dossier le débat qui suivit « l'affaire de Kunduz » montrant bien la difficulté de l'Allemagne à se situer par rapport au concept de guerre et aux niveaux de violence acceptables, révélant ainsi le besoin d'adaptation d'une

armée qui prend conscience de son obsolescence stratégique n'ayant plus mené de combats armés depuis longtemps.

Cela pose également, y compris dans le cadre de l'Alliance atlantique, la question des défis à relever, auxquels est confrontée la Bundeswehr comme toutes les armées modernes face à des guerres qui ne sont plus seulement conduites sur le terrain militaire. C'est le sens des articles de H.-G. Erhardt et de J. Schmid sur la guerre hybride, qui va plus loin que la simple indistinction entre militaires et civils puisqu'elle touche à des domaines comme ceux de l'économie, de l'information ou de la gestion des données numériques où l'Europe est pour le moment dans une situation pour le moins ambivalente. F. Reininghaus quant à lui discute de la question de l'utilisation des drones et des aspects juridiques qui lui sont liés pour préparer l'opinion à leur utilisation<sup>8</sup>. Il va de soi que l'Europe, et en premier lieu la France et l'Allemagne, y auront de plus en plus recours pour ne pas perdre une avance technologique dans un domaine qui apparaîtra vite comme crucial pour une industrie autonome de l'armement européen<sup>9</sup>. Il en va de même pour la cyberdéfense qui, comme le montre bien D. Deschaux, relève aussi de l'espace politique tant les contraintes qui lui sont rattachées peuvent être l'objet d'âpres débats. Il va de soi qu'à l'instar des autres puissances, l'Allemagne ne pourra pas s'en passer.

La dernière partie de ce dossier consacré à la Bundeswehr porte sur la manière dont les différents acteurs du jeu politique allemand débattent de la question. Si la Bundeswehr apparaît souvent dans les gros titres, c'est en raison d'un certain nombre d'affaires qui font craindre son infiltration par l'extrême droite. Th. Siems revient sur la question et montre la manière dont la Bundeswehr ayant pris la question à bras-le-corps essaye de la

traiter en réorganisant son service de renseignement intérieur. N. Wissmann évoque quant à elle les failles qui ont pu conduire à une résurgence de ces problèmes sporadiques au sein d'une institution qui croyait s'en être débarrassée grâce à son mode de management, sans imaginer que les évolutions de la société allemande pourraient empiéter dans un domaine où tout avait été fait pour empêcher qu'elles prennent cette envergure. F. Felgentreu réfléchit, quant à lui, sur la façon dont le SPD s'est conçu après la politique de détente comme un concepteur majeur d'une politique de défense allemande. S. Nanni explique les changements d'attitude du parti écologiste envers la Bundeswehr sur fond d'ambiguïtés pas toujours levées et Th. Holzhauser la manière dont Die Linke (la Gauche) souhaite prendre une position moins irréaliste envers le fait militaire sans réellement y arriver pour capter un électorat plutôt hostile à cette question.

Le dossier se referme sur la question de la commémoration des morts et de la mort, un champ dans une société très démilitarisée, qui réapprend seulement peu à peu à vivre avec l'idée de guerre, aussi lointaine soit-elle.

C'est d'ailleurs le sens de la prise de position de la ministre de la Défense et du chef d'État-major sur la Bundeswehr de demain mise en exergue dans ce numéro : identifiant les dangers comme les ambitions chinoises ou le contre-pouvoir russe envers les pays occidentaux en passant par les cyberattaques dont le pays fait l'objet de façon récurrente, l'Allemagne redéfinit son rôle dans la défense de son propre territoire, de l'Europe dans son ensemble, mais également dans celui plus idéal de la défense des démocraties. Pour ce faire, elle souhaite sortir des politiques d'austérité en matière de défense qui, depuis la fin de la Guerre froide, quand l'Allemagne espérait engranger les « dividendes de la paix », avaient prévalu en investissant dans son matériel militaire et dans ses ressources humaines, la sécurité figurant parmi les missions principales de l'État aux yeux

8. <https://www.faz.net/aktuell/politik/die-gegenwart/drohnenkrieg-an-der-schwelle-einer-neuen-drohnenoeconomie-12537028.html>

9. <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/ruestungsindustrie-europas-waffenindustrie-wird-unabhaengiger-17195348.html>

des responsables. Il va sans dire que ces objectifs ambitieux et cette nouvelle culture stratégique s'accompagnent de mesures concrètes comme l'évaluation exhaustive de la défense aérienne allemande, l'acquisition de l'Eurodrone développé par Airbus, Dassault et Leonardo ou d'un hélicoptère de transport lourd, et en promettent la réactivité qui manque jusqu'à aujourd'hui. On peut penser que dans une configuration où

l'Europe occidentale se trouve au centre de toutes les convoitises sans toujours avoir les moyens de répliquer, la République fédérale s'est rangée à l'idée que son armée mérite désormais toutes les attentions nécessaires pour préparer les temps difficiles qui ne manqueront d'advenir.

– Jean-Louis GEORGET, Hans STARK,  
Jérémie THEROND, Jérôme VAILLANT –